a requalifié les digues en barrages. Elles vont donc être élargies pour que les déversoirs (évacuateurs de crue) passent de 6 mètres à 24 mètres de largeur. Des passerelles métalliques vont être construites, mais, le pire, ce sont les arbres :

rains dès le lendemain. Soit huit mois après le début des travaux.

Quel beau tableau !

Professeur Canardeau

Souvenirs en péril

A CALAIS, les bulldozers sont prêts. La maire, Natacha Bouchart (LR), se prépare à détruire la « chapelle Poyé », habitation à bon marché bâtie il y a quatre-vingt-dix ans par Roger Poyé, célèbre architecte et reconstructeur du Calais dévasté par la guerre. La « chapelle », où logeaient des ouvriers. Son surnom, elle le doit à son allure hardie, mélange de style Art déco, briques, pignons, toits pentus et colombages. Si originale que la maire l'avait vantée lors de la candidature de Calais au label « Ville d'art et d'histoire », décroché fin 2019. Quelle ingratitude !

En janvier, Sylvie Dozinel et Magali Domain, profs d'histoire et guide conférencière vacataire de la ville pour la première, découvrent le permis de démolir. Ensemble, elles alertent qui elles peuvent. Hélas, l'architecte en chef des bâtiments de France a validé la démolition. *« Ils ont mis ça dans une pile, elle s'est fait avoir et elle regrette »*, susurre un architecte local.

Successeur de son père, lui-même successeur de Poyé, Fernand Soupey s'en étouffe : *« A Calais, ville détruite, on a peu de choses de l'entre-deux-guerres. Démolir la "chapelle", c'est hallucinant ! Il y a bien deux ou trois fissures, mais rien de grave. Poyé, c'est du solide ! »*

Vieilles pierres combattantes

L'association des Amis du vieux Calais a demandé le classement du bâtiment. Probablement trop tard. Un recours est déposé contre la démolition, mais les délais semblent expirés. Propriété de Terre d'Opale Habitat (ex-Office HLM) depuis 1977, la « chapelle », bien qu'insalubre, était encore habitée il y a six ans, et la mairie argue que la rénovation serait un gouffre et *« une source d'ennuis »*. Pas de fierté ? Pourtant, Stéphane Bern a envoyé un tweet de soutien, et une pétition est lancée…

A Châtenay-Malabry, c'est la Butte-Rouge, historique cité-jardin du début du XX[e] siècle qui, sous la férule du maire, Georges Siffredi, va voir disparaître un tiers de ses immeubles roses, trônant au milieu d'arbres centenaires, d'allées en pente et de jardins ouvriers. Si surprenante en pleine ville et visitée par des architectes du monde entier, admirant l'œuvre de leurs aînés, sur le thème *« du beau pour les prolos »*. Mais le maire tient mordicus à sa *« démolition-rénovation »*. *« Pour vider la Butte de ses pauvres »*, tempête le très actif comité de protestataires, qui a récolté d'innombrables soutiens.

Architectes, élus, associations, Stéphane Bern, déjà lui, Jack Lang, Françoise Nyssen, anciens ministres de la Culture. Tous veulent le classement de la Butte-Rouge, qui la rendrait intouchable.

Le 29 juin, le préfet de région, Michel Cadot, a tenté, lors d'une énième réunion, de concilier le maire, devenu président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, avec les opposants. *« Georges Siffredi ne tient compte de rien,* regrette Frédérique Dumas, députée ex-LRM des Hauts-de-Seine. *Il prétend ne pas avoir besoin de l'argent de l'Etat pour ce projet, mais c'est de l'esbroufe ! La ministre de la Culture doit réagir, comme s'apprêtait à le faire son prédécesseur. »*

Roselyne Bachelot va-t-elle sauver ce patrimoine ouvrier ? Sera-t-elle reine de la butte et de la chapelle ?

D. S.

e Notre-Dame

se faire prier.

s dessous », « Les Dossiers du

LE STYLE MA